



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://fr.ufpweb.org/spip.php?article94>

Présidentielle 2007

# Embarras du choix ou choix de l'embarras

- Z - Archives - Présidentielle 2007 - La présidentielle vue par la presse -



Date de mise en ligne : mercredi 7 mars 2007

---

Union des Forces de Progrès

---

**Qui sera le premier Président de la République pour la nouvelle ère 'démocratique' ? Qui sera choisi par le peuple mauritanien ? Sur les 19 candidats, un seul passera le cap. Logiquement après un second tour. Parce qu'aucun des candidats ne semble en mesure de remporter une nette victoire au premier tour. Ne serait-ce qu'à cause de l'émiettement de l'électorat. Dans ce cas qui seront les deux premiers ? Que feront les autres ? Les jours qui viennent permettront de répondre à ces questions.**

En attendant nous avons voulu partager avec vous quelques réflexions sur quelques candidats que nous jugeons - à tort ou à raison - 'déterminants'. Il y a certes des candidats 'mineurs' et dont la candidature relève du farfrelu, mais parmi ceux que nous ne présentons pas ici, quelques-uns représentent a priori un courant d'opinion, une attitude devant la vie et une vision de la Mauritanie. Ce n'est donc pas pour les minimiser que nous n'en parlons pas.

Parler des candidats relève de la gageur. Surtout si l'on veut être sans complaisance, être fidèle et garder une égale distance vis-à-vis d'eux. Courons le risque quand même de vous présenter quelques-uns de ces candidats. Portraits ...subjectifs s'il en est.

**Ould Boulkheir**, Messaoud, président de l'Alliance Populaire Progressiste (APP) et candidat de ce parti. Administrateur de formation, il a été au commandement au début des années 80. Ce qui n'est pas banal pour un descendant d'esclaves. Même si la société maure, connue pour la mobilité de ses individus, promeut des ascensions encore plus spectaculaires. Depuis son jeune âge, Ould Boulkheir a fait du combat contre l'esclavage sa cause. Certains ténors du Parti du peuple mauritanien (PPM) se souviennent de ce fragile secrétaire de rédaction, prompt à prendre la parole pour fustiger sa condition, et tout aussi prompt à revenir pour 's'expliquer'.

N'ayant pas été touché par les engagements politiques des années 60 et 70, il attendra la création du mouvement El Horr pour faire parler de lui. Il appartiendra à la première direction de ce mouvement dont l'objectif est de lutter contre les pratiques esclavagistes. Quand en 1980, les leaders du mouvement sont emprisonnés et traduits devant le tribunal de Rosso, Ould Boulkheir est préfet de la capitale du Trarza. Il s'en tire très bien en refusant de renier d'une part ses amitiés, d'autre part son statut. Il gagne en estime au sein du groupe et fait l'objet désormais d'une cour de la part des gouvernants.

Il devient le premier ministre issu de la frange haratine sous le premier gouvernement de Ould Taya, celui issu de la restructuration du 12/12/1984. Il hérite du département du développement rural. Un secteur dont les liens avec la cause de l'homme sont évidents : la majorité des anciens esclaves vivent du travail de la terre, l'esclavage subsiste essentiellement en milieu rural, la propriété est une réelle voix de sortie de la condition, la production agricole un moyen d'acquérir l'indépendance... Qu'est-ce qu'il fait pendant plus de deux ans à la tête de ce département ? On ne sait pas. Rien de visible et de pérenne pour servir la cause. Il est écarté sans explications officielles. Plus tard, quand Ould Boulkheir joue un rôle politique de premier plan, le pouvoir qui lui déclare la guerre, l'accuse de mauvaise gestion du département. Sans preuve.

C'est en fait en 1990, à l'occasion des élections municipales, que Messaoud Ould Boulkheir revient en force sur la scène politique. A l'époque, les autorités avaient autorisé seulement quatre listes à s'affronter à Nouakchott. Parmi elles celle dirigée par lui et soutenue principalement par le mouvement national démocratique (MND) et le mouvement El Horr. Cette liste est au deuxième tour contre celle dirigée par Dah Ould Cheikh et soutenue par les Islamistes de l'époque (version Abdou Maham), les nationalistes arabes (dans toutes leurs versions) et les autorités qui travaillaient déjà sur le clivage entre les différentes composantes du peuple ('péril noir'). Fraude massive

diligentée à partir du ministère de l'intérieur. La liste de Ould Cheikh passe, non sans encombres. Mais Ould Boulkheir investit le champ politique. Il ne le quittera plus.

Les élections de 90 interviennent à un moment où les Mauritaniens découvrent pour la plupart l'ampleur des événements de 1989. Ces événements qui ont, officiellement du moins, opposé la Mauritanie au Sénégal, ont eu en réalité des 'prolongements' dramatiques pour notre pays. D'abord les milliers de négro-africains renvoyés au Sénégal et au Mali. Ensuite le montage de complots fictifs au sein de l'Armée pour justifier ce qui s'apparentera à une épuration au sein de cette institution. Les tracts parlent de pogroms. Même si les termes sont exagérés, le drame est réel. La Mauritanie d'alors est incapable de faire face à la réalité. L'instrumentalisation de l'ethnique par les uns puis par les autres, mène le pays directement vers le chaos. Les craintes sont réelles. Le pouvoir y trouve son compte. Le péril ethnique devient alors une 'panacée' pour un pouvoir incapable d'imaginer une porte de sortie. La vision se limite à une succession de manoeuvres politiques dont l'objectif est de donner le temps au temps.

L'activisme de 1990/91, coïncide avec le discours de La Baule, expression d'une volonté occidentale d'imposer certaines avancées 'démocratiques' en Afrique. Ould Boulkheir est un élément clé de cet activisme. Il est vite 'récupéré' par les nationalistes négro-africains, incapables d'imposer leurs vues et donc cherchant à exacerber la contradiction au sein de l'ensemble en face. Entouré, adulé même par son nouvel entourage, Ould Boulkheir offre tous les prétextes de sa diabolisation menée par le pouvoir. Si bien que quand arrive la démocratisation 'forcée' de 1991, il est perçu comme un 'fou furieux' qui n'a d'autres aspirations que celles de 'mettre les Maures au service des Noirs'.

Messaoud Ould Boulkheir entraîne naturellement son mouvement au sein du front démocratique uni pour le changement (FDUC) qui appelle au boycott du référendum sur la constitution de 91. Première erreur. La direction du FDUC, dont Ould Boulkheir, est interpellée et mise en résidence surveillée à l'intérieur du pays. En attendant la tenue du référendum. Les mouvements politiques de service se chargent du reste : la constitution est votée à plus de 90%, le taux de participation avoisine les 90%, la pilule passe. On entre dans la préparation du pluralisme. L'heure est aux fronts. Le FDUC devient l'Union des forces démocratiques (UFD), conglomérat de mouvements aux visions différentes et opposées parfois. Il devient vite une nébuleuse où les différents partenaires tournent leurs armes les uns contre les autres. La vraie victime de cette époque-là sera Messaoud Ould Boulkheir. Présenté comme étant 'trouble-fête', il est vite perçu dans les milieux de l'opposition comme raison principale de tous les échecs.

Arrive l'élection présidentielle de 1992. Les 'partenaires' préconisent une candidature 'extérieure' au parti. Ould Boulkheir et ses amis le prennent comme une manière d'éviter la sienne. C'est en partie vrai. Il met du temps à accepter la candidature de Ahmed Ould Daddah qui a été 'invité' à rentrer pour présenter sa candidature par des groupes appartenant à l'UFD. Quand démarre la campagne de la présidentielle le 9 janvier 92, Ould Boulkheir n'était pas encore franchement engagé aux côtés de Ould Daddah. C'est ici qu'il faut chercher le fondement de 'l'incompréhension' entre les deux hommes. Cette incompréhension sera fortement alimentée par l'entourage des deux leaders et à travers cet entourage par les renseignements. La mue de l'UFD en UFD/Ere nouvelle et la venue de Ould Daddah dans ce parti, intensifient les appréhensions. Ça casse en 1995 pour donner la deuxième scission au sein de l'UFD (après le départ des centristes de Hamdi Ould Mouknass en 1993). Les départs sont de taille : El Horr et son leader Messaoud Ould Boulkheir, les nationalistes négro-africains sauf l'AMN (alliance pour une Mauritanie nouvelle de Diop Amadou Mamadou).

Création de Action pour le Changement (AC). Ould Boulkheir a désormais son parti. Le ton monte entre lui et les autorités. Parfois avec ses anciens amis restés à l'UFD/EN. En 1996, le parti obtient un siège au Parlement. Sans avoir l'allure d'un parti majeur. La lisibilité des vrais relents politiques de Ould Boulkheir n'est pas évidente, tout comme les traits de sa personnalité : affable et très avenant dans son quotidien, il est cultivé de lui plutôt une image 'd'hystérique revancharde'. En 2001, lui-même est élu député avec quelques-uns de ses amis. Ses frondes au milieu d'un rassemblement de 'bêni-oui-oui', renforcent l'image de violence que ses ennemis continuent de cultiver. Et lui valent l'interdiction de son parti. Est-ce à ce moment-là que Ould Boulkheir comprend qu'il ne sert à rien de continuer

à prêter le flanc à la campagne de diabolisation ? A-t-il toujours été ce qu'il n'a pas cessé depuis de chercher à paraître ? Toujours est-il que Ould Boulkheir est littéralement 'investi' par les nationalistes nassériens qui finissent même par lui offrir la direction d'un parti qui ne peut être accusé cette fois-ci de servir 'le péril noir'. Ce mariage de raison lui vaut le dépit amoureux de ses compagnons nationalistes négro-africains.

Certains comme Sarr Ibrahima le quittent. Le nouveau Messaoud arrive. Celui qui fait de la cause palestinienne, son inspiration première, qui présente la question de l'esclavage sous son aspect 'tare sociale', affaire de tous, qui répond aux accusations en rappelant son enracinement dans la société Maure... Si bien que le Messaoud d'aujourd'hui est l'homme politique qui ne s'est pas laissé avoir par les militaires en leur signant un chèque en blanc, qui a su élever la voix devant les colonels. Présenté sous de mauvais hospices par la TVM - images d'un hystérique déchaîné -, il souffre encore de la vieille image cultivée et entretenue par les renseignements - n'oublions pas que c'est le chef des renseignements qui a fini par prendre le pouvoir. Il s'est cependant rapproché un peu plus d'un électorat qui n'est pas le sien : les Arabes (blancs). Un électorat versatile et moins engagé que l'électorat 'naturel' de Ould Boulkheir perçu dans les milieux haratines plutôt comme incarnation d'une cause.

**Ould Cheikh Abdallahi**, Sidi fait partie de ce groupe de candidats dont Zeine Ould Zeidane et d'autres, qui s'essayaient pour la première fois dans l'engagement public. Bien sûr que Ould Cheikh Abdallahi a été plusieurs fois ministre. Sous Moktar Ould Daddah d'abord quand il a occupé le poste de ministre d'Etat à l'économie. A ce titre il a été le 'théoricien' des grands choix économiques de l'époque : industrialisation avec les usines clés en main, nationalisations... Avec les résultats qu'on sait et que chacun peut apprécier selon sa vision. Toujours est-il que les deux raffineries (de sucre et de pétrole) n'ont jamais tourné alors qu'elles ont été à l'origine de l'endettement du pays. Légèrement plus jeunes que lui, deux autres 'jeunes loups' se disputaient la 'paternité' des choix économiques avec lui : Ismael Ould Amar, le brillant centralien devenu directeur de la SNIM et Ahmed Ould Daddah qui aura en charge la toute jeune Banque Centrale de Mauritanie. Les trois hommes s'activent, chacun de son côté, pour 'tirer la couverture à lui', selon les termes d'un contemporain.

En fait quand il vient au gouvernement de Moktar, Ould Cheikh Abdallahi a commis le seul acte d'engagement politique qu'on lui connaît à l'époque : il a cosigné une lettre de protestation demandant au pouvoir de l'époque de s'ouvrir sur la jeunesse. Moktar a tôt fait de prendre à ses côtés les auteurs du texte frondeur pour les mettre à l'épreuve. Ould Cheikh Abdallahi fait partie de ceux qui devaient réussir cette mise à l'épreuve. L'image de ce jeune homme moderne, cigarette à la main malgré l'appartenance à un milieu Tidjane, brillant, cette image est toujours présente dans les esprits de ceux qui ont vécu l'époque. Celle des 'dix glorieuses' (68-78) qui a vu la Mauritanie épouser un rêve de grandeur que la guerre, puis la gestion catastrophique du pays par les militaires, vont briser.

Ould Cheikh Abdallahi quittera avec ses amis. Il ne reviendra que quand il sera sollicité par Maawiya Ould Taya au milieu des années 80. Il est pour cela le premier ministre de Ould Daddah à avoir accepté de collaborer avec les militaires. Mal lui en prend. Il est mêlé à une affaire d'escroquerie et de corruption qui ne sera jamais éludée. Sciemment, Ould Taya et son système y trouvent l'occasion de 'mouiller' une personnalité moralement représentative de cette époque-là. Dans sa guerre contre la mémoire, le régime militaire a perdu bien des batailles. Ould Cheikh Abdallahi se trouve lié à une affaire de malversations et en prison, sans avoir commis d'acte répréhensible. Injustice qu'il vivra très mal.

Il repart pour l'étranger où il vivra un exil confortable. Loin du pays et de ses problèmes. On lui prête quelques 'soutiens' à Ahmed Ould Daddah avec lequel il s'affiche bien plus tard pendant la campagne de 2003. Momentanément. A part cette apparition - brève du reste - on ne lui connaît aucune position politique claire. Il faut attendre le forum des libertés initié par le Rassemblement pour la démocratie et l'unité (RDU) pour le voir propulsé à l'avant. Quelques semaines seulement avant le coup d'Etat d'août 2005. Il est choisi pour diriger une commission du forum (économie). Certains pans du pouvoir dont notamment Ahmed Ould Sidi Baba voient en lui un modérateur indiqué. De là à le présenter comme 'l'alternative au radicalisme de Ould Daddah', il n'y a qu'un pas que bien des interlocuteurs font allègrement. Sa mise en scène a commencé probablement ici.

Mais son destin sera scellé avec l'après 3 août et la valse des politiques devant les membres du CMJD, notamment les 'hommes forts' comme le colonel Ould Abdel Aziz, commandant la sécurité présidentielle et véritable tombeur de Ould Taya. Même si au début, le jeune colonel avait opté pour la neutralité totale, tout comme ses compagnons, il exprime vite du moins ses appréhensions. Ses amis - ou ceux qui sont supposés tel - battent campagne. Contre Ould Daddah d'abord.

Le nom de Sidi Ould Cheikh Abdallahi revient au devant. L'épisode des indépendants semble avoir été une étape dans son intronisation. Vite récupéré par la présidence du CMJD, l'épisode finit en queue de poisson. Tergiversations, hésitations, retour sur les engagements. 'On' sort tous les diables de la boîte. PRDS, RDU, UDP... 'on' reconstitue le puzzle d'avant août et 'on' ordonne aux 'anciens amis de Ould Taya' de le prendre en charge. Cela donne le résultat que l'on voit à présent : un Sidi Ould Cheikh Abdallahi qui ne peut même pas mettre en avant ses qualités encore moins promettre le changement ou incarner l'alternance. Entouré par les conseils de ministres de Ould Taya, dénoncés pour la médiocrité de leurs éléments et aussi pour leur tenue morale, Ould Cheikh Abdallahi fait plus peur. Dans l'un de ses meetings de l'intérieur, le mot 'inqaadh' (sauvetage) et ses dérivés a été utilisé près de 20 fois. De quoi les Mauritaniens doivent-ils avoir peur à l'issue de 19 mois de transition plus ou moins réussie ? Seulement du retour au-devant des hommes du passé, de la réhabilitation des méthodes du passé, de la restauration du régime du passé. Tout le monde est d'accord là-dessus. Alors comment Ould Cheikh Abdallahi va faire pour ne pas paraître 'Ould Taya, côté cour' ?

**Ould Daddah**, Ahmed est sans doute le candidat qui suscite le plus de controverses. Donné favori de la présente élection, il est à son troisième essai. Le premier est en 1992, quand il est 'invité' par une composante de l'Union des forces démocratiques (UFD), premier parti d'opposition de l'époque. Le deuxième en octobre 2003, alors que Ould Taya se débattait dans l'après juin et qu'il avait mis tout en oeuvre pour garder le pouvoir. L'élection la plus contestée de l'Histoire du pays ne laisse pas de traces. L'homme a eu le temps de digérer tous les coups du pouvoir. Il considère que le résultat est l'effet d'une mascarade. La route a été jalonnée d'embûches...

Quand il arrive en 1991 (décembre), ses détracteurs cherchent à le disqualifier en rappelant que depuis son départ du gouvernement en 1978, Ahmed Ould Daddah avait 'oublié la Mauritanie'. Aucune manifestation de sa part alors que le pays avait vécu des moments difficiles. Exactement les mêmes reproches formulés aujourd'hui à l'encontre de son concurrent immédiat Sidi Ould Cheikh Abdallahi. Avec cette différence que Ould Daddah a comblé 'la lacune' depuis. En effet, depuis cette candidature pour l'élection de janvier 1992, première présidentielle pluraliste du pays, Ould Daddah a bien souffert pour sa cause. Obtenant 33% malgré la fraude massive, Ould Daddah est vite 'pris' par les événements. Il commet son 'péché originel' en décidant de boycotter les législatives qui suivent la présidentielle. Il entraîne avec lui le parti UFD qui l'a soutenu. Prêtant le flanc aux attaques du pouvoir, il est acculé dans une position qui le présente comme 'un aigri qui n'a d'autre ambition que celle d'avoir le pouvoir'. Comme pour confirmer cette perception, Ould Daddah ne se présentera jamais à une autre élection que la présidentielle.

Comme Ould Boulkheir il est diabolisé par les services de renseignements de Ould Taya qui réussissent à dresser contre lui tous les courants nationalistes arabes sous prétexte qu'il 'défend les intérêts des négro-africains', les acteurs de la politique locale des régions Est sous prétexte 'qu'il signifie le retour de la suprématie des régions sud', les partenaires extérieurs sous prétexte 'qu'il va profondément changer les rapports avec l'extérieur'.

Le débauchage systématique dans les milieux de l'opposition entrepris par le pouvoir, l'embargo décrété contre les opposants, mais aussi l'incapacité à canaliser et à garder ses premiers soutiens, tout cela entraîne des déchirures au sein du parti qui reçoit Ahmed comme un leader. Il s'agit de l'UFD qui mue en UFD/ère nouvelle (UFD/EN) avec l'arrivée de Ould Daddah et de ses amis regroupés à l'époque sous le label des ... 'Indépendants'. Les premiers départs concernent le groupe qui aurait dû être sa famille politique : les amis de feu Hamdi Ould Mouknass connus sous la dénomination du 'Centre'. Certains d'entre eux reviendront dans son giron après bien des péripéties. Puis El Horr et les nationalistes négro-africains qui créent Action pour le Changement. Puis enfin ceux du Mouvement national démocratique qui prennent les nom et logo du parti. Quelques mois de lutte fratricide pour s'approprier

l'héritage et le nom du parti. L'UFD/EN A et B. Comme pour corriger, le pouvoir interdit le parti de Ould Daddah.

Les amis de Ould Maouloud créent l'UFP. Ceux de Ould Daddah créent le Rassemblement des forces démocratiques présidé d'abord par Me Mohamed Mahmoud Ould Emmatt. Ce fidèle cadre militant n'hésite pas à sa retirer à l'occasion des élections municipales et législatives de 2001. Les premières où un semblant de transparence est introduit. Le RFD est la première force politique de l'opposition. Son leader finit par incarner cette opposition à Ould Taya. Mais garde cette image du radicalisme. A tort pu à raison. Ainsi en a voulu le régime et son appareil sécuritaire. Si bien que quand intervient le 3 août, Ahmed Ould Daddah est présenté sous deux facettes. La première est celle qui le présente comme un 'aigri' prêt à en découdre avec tous ceux qui ont été contre lui. La seconde le présente comme une victime de l'arbitraire du régime déchu, un homme qui a sacrifié sa carrière internationale, ses biens, son temps pour une cause qui est finalement celle de tous : le changement. Derrière ce mot, chacun entend sa vision propre.

Ahmed Ould Daddah est naturellement pressenti comme le chouchou des militaires, surtout qu'il leur a accordé sa bénédiction sans conditions. Pour beaucoup, ces militaires dont la première révolution est d'introduire l'obligation d'alternance, il n'y a pas de doute : l'arrivée de Ould Daddah au pouvoir signifierait bien un premier pas vers l'alternance. Soutien inconditionnel, déclarations peu prudentes sur cette éventualité de soutien des militaires et activisme de son entourage direct. Effets immédiats : campagne sans précédent de ses ennemis d'hier mais aussi de ceux d'aujourd'hui. Pourtant il fait tout pour rassurer. Il reçoit même de 'grandes figures' du régime déchu : des anciens ministres, des fédéraux du PRDS, des notables de ce parti... En grande pompe. Ce sera d'ailleurs l'un des griefs retenus contre lui par ceux du CMJD qui déclarent franchement leur hostilité à cet homme. Pourtant les mêmes sont prompts à utiliser et à présenter les gouvernements successifs de Ould Taya sous des jours nouveaux. De là à dire qu'au fond, l'animosité développée contre Ould Daddah relève plus de considérations personnelles que de méfiances logiques, il n'y a qu'un pas.

**Ould Hanenna**, Saleh est le 'rescapé' dont la présence est en elle-même une leçon de la vie. Présenté comme l'ennemi public numéro un pendant trois années, Ould Hanenna a été un fidèle serviteur du pouvoir avant de prendre les armes pour le renverser. Son cursus est celui qu'aurait pu emprunter n'importe quel nationaliste arabe d'obédience nassérienne kaddafiste. Formé à cette école idéologique, Ould Hanenna est allé à l'armée pour prendre le pouvoir et mettre en oeuvre sa vision du monde et de la Mauritanie. Quand il tente son premier coup en 2000 et qu'il est arrêté, il reconnaît devant les enquêteurs avoir 'bougé' pour faire payer au régime son engagement international et la reconnaissance d'Israël.

Au fond, la première considération qui pousse ce jeune officier est d'abord locale : la lutte de classement tribale l'oppose à Rachid Ould Saleh, président de l'Assemblée et proche très écouté de Ould Taya à l'époque. Son limogeage de l'Armée est considéré par les siens comme 'un coup monté par Moulaye Ould Boukhreiss', le chef d'Etat Major de l'époque. Est-ce pour cela que le pouvoir se contentera de le mettre aux arrêts avant de le libérer avec deux de ses compères sans faire l'enquête ? Ou est-ce parce que les complicités au sein du système de renseignements et la pression tribale sont si fortes que le pouvoir minimise l'affaire ? Quoi qu'il en soit Ould Hanenna devient un électron libre. Il bénéficie même de quelques privilèges et peut au moins organiser ses amis qui n'ont pas été inquiétés. C'est Mohamed Ould Cheikhna, responsable au BI de l'armée qui le dirige dans son entreprise.

Au deuxième Bureau, Ahmed Ould M'Barek localise pour lui les officiers pouvant éventuellement faire partie des mutins. Ould Hanenna, devenu taximan, commence à faire la jonction entre les hommes. Il entre librement dans toutes les unités. Le groupe n'envisage de passer à l'action que quand le jeune officier Abderrahmane Ould Mini accepte de les aider. A ce moment-là, Ould Mini croit que ses amis - avec lesquels il n'a aucun lien idéologique - ont de quoi passer à l'action. Sa surprise est grande quand il découvre qu'ils ne comptent que sur son unité des blindés.

L'officier qu'il est se retrouve devant un dilemme : le commandement est déjà au courant de l'éventualité d'une

action, mais les blindés ne peuvent suffire à eux seuls. Il faut passer à l'action, il passe à l'action. On se partage les tâches. Ould Hanenna va à l'Etat Major, Ould Cheikhna, pressenti comme le futur président, va à la présidence, Ould Ahmed Abd maîtrise le GARIM, Ould Val va à la 6ème Région militaire et Ould Ne à la Garde. Ce sera parce que ce dernier n'a pas fait son travail que Ould Taya sera sauvé - il s'était réfugié dans le camp de Garde. L'amateurisme fera le reste : ce sera surtout parce que les organisateurs du putsch avaient agi en mauvais officiers, avec un grain de folie de grandeur leur faisant sous-estimer la force en face. On ne le dira jamais assez : le militaire qui sous-estime son adversaire ne peut jamais remporter la bataille.

Le 8 juin 2003 : le pouvoir est dans la rue, des civils sont tombés pour la première et on compte une quinzaine de morts au sein des troupes dont le chef d'Etat Major, Mohamed Lemine Ould NDeyane, officier supérieur faisant l'unanimité sur l'exemplarité de son comportement. Même leur retraite, les putschistes ne l'avaient pas planifiée. Ils laissent derrière eux un pays pris par la peur, découvrant la fragilité de ses institutions, évitant par miracle de sombrer dans le chaos. Pour beaucoup aucun mérite, pour d'autres il s'agit d'un acte héroïque qui a 'ouvert la voie au changement'. Ce serait à ce moment-là que Ould Hanenna est pris en charge par quelques éléments du courant islamiste. Des jeunes réussissent à le faire sortir du pays en compagnie de son ami Ould Cheikhna blessé pendant les affrontements. C'est au Burkina Faso qu'il échoue. Là il est pris en charge par Moustapha Ould Chafii. Il crée avec Ould Cheikhna, le mouvement armé des Cavaliers du Changement. A part les sorties télévisées copiées sur Ben Laden, le groupe des Cavaliers ne fera parler de lui qu'en 2004, avec le retour de Ould Hanenna et Ould Mini. L'objectif déclaré était de libérer les compagnons qui attendaient le procès à Wad Naga, de les armer et d'aller une nouvelle fois à la conquête du pouvoir. Même relents de folie des grandeurs : contacts tous azimuts. Si bien que la DSE de Deddahi n'a aucun mal à localiser les hommes. Mais ce sont les gendarmes qui les arrêteront.

Ould Hanenna réussit à fuir. Chasse à l'homme sans précédent en Mauritanie. Il est arrêté banalement, sans résistance, à Rosso et ramené à Nouakchott. Il fait sa déposition sans avoir fait l'objet de tortures. Deddahi est tellement content des déclarations qu'il ne pose pas de questions sur les tenants et aboutissants du groupe. N'est-ce pas suffisant d'avoir à impliquer les principales figures de l'opposition : Ahmed Ould Daddah, Mohamed Khouna Ould Haidalla et Cheikh Ould Horma. Tous trois sont accusés d'avoir participé au financement de l'opération. C'est sans doute en se rendant compte de l'absurdité des déclarations, que Ould Hanenna s'abstiendra de reprendre ses propos devant le juge de Wad Naga. Au procès, Ould Hanenna se révèle comme un idéologue fervent, tribun hésitant, mais déterminé à s'en sortir. Il s'en sort grâce à la mobilisation générale de l'opinion publique et à la pression de l'extérieur. Il ne fallait pas en faire un martyr.

Quand survient le 3 août, Ould Hanenna est fêté comme un héros. Lui qui avait promis de faire une période de transition et de se retirer après avoir organisé des élections libres, n'hésite pas : il crée un parti, Hatem, et exprime ses velléités. Sans avoir jamais décliné la moindre excuse envers le peuple mauritanien ou du moins, les parents et proches des victimes du 8 juin. Hatem aborde les élections législatives à un moment où la popularité de l'homme connaît un net recul. Il va même sceller une alliance électorale à Aïoun avec Rachid Ould Saleh, l'ennemi d'hier. Il est quand même élu député du parti. Entre-temps nombreux sont ses compagnons qui le quittent. Surtout quand il déclare sa candidature et que les Islamistes lui déclarent leur soutien. Ils sont deux ou trois à être restés à ses côtés. En le cooptant, les Islamistes ont sans doute été attirés par le discours populiste de l'homme (coupure des relations avec Israël, promesses aux pauvres...) mais certainement aussi par sa popularité. Ils se trompent probablement s'ils croient s'approprier quelqu'un qui a déjà un discours et dont l'action est soutenue par un fondement idéologique sectaire. Sauf si les relations entre Ould Hanenna et le courant islamiste sont anciennes. Auquel cas, nous demandons pardon à Deddahi... et à Ould Taya.

**Ould Maouloud**, Mohamed est le seul 'professionnel' de la politique du groupe. Engagé très jeune dans l'action militante, Ould Maouloud appartiendra à l'école des Kadihines. A la tête du mouvement étudiant au début des années 70, il est même envoyé par le mouvement pour participer à la création du POLISARIO en 1973 à Zouératt. A l'époque, le mouvement de gauche envisageait la prise des armes pour 'libérer le pays de l'exploitation néocoloniale'. Face à tous les autres candidats, il peut se prévaloir de ne pas être un novice en matière d'engagement et d'action

politique. Quand le mouvement des Kadihines intègre le Parti du Peuple Mauritanien (PPM) en 1974, et qu'il décide de soutenir le gouvernement de Mokhtar dans la guerre du Sahara, une fronde naît dans ses milieux. C'est de cette fronde que le mouvement national démocratique (MND) va voir le jour en 1976. Il est présidé par Mohamed Ould Maouloud. Sans avoir déclaré son soutien aux militaires, il est mis au courant de la préparation du coup d'Etat de juillet 1978. Il soutient le putsch pour sa promesse de sortie de la guerre. C'est après que les relations avec les militaires vont se compliquer.

Accusés d'être les premiers soutiens de Ould Haidalla, ceux du MND sont attaqués de toutes parts. Le règne de Ould Haidalla qui a été celui des premières grandes répressions, ne laisse pas que des heureux dans le pays. Tout le solde négatif est mis sur le dos du MND. Le comble c'est quand vient Ould Taya au pouvoir, le MND est accusé d'être son inspirateur. Si c'est sous Ould Haidalla que le ministre MND démissionne (Dafa Bakari), c'est sous Ould Taya que le mouvement connaît ses premières grandes démêlées avec la police. Le mouvement, composé dans sa direction comme à la base, par une grande partie de négro-africains, est vite accusé par les renseignements de soutenir les FLAM, et d'être à la solde du Sénégal. Ce qui lui vaut la rupture avec Ould Taya. Le MND est l'un des rares mouvements politiques de l'époque - avec le MDI - à dénoncer ouvertement les événements de 1989 et leurs conséquences. Il soutient Messaoud Ould Boulkheir pour les municipales de 90 et se rapproche plus des courants nationalitaires.

En 1991, il est à l'origine des nombreuses lettres ouvertes exigeant la démocratisation du pays. Mais les mouvements tout comme les hommes politiques traînent avec eux les querelles du passé. Le MND est accusé de tous les maux. Mohamed Ould Maouloud, Moustapha Ould Bedredine, Ba Bokar Moussa, Lô Gourmo Abdoul... des noms différemment appréciés mais qui marquent ces années de 'balbutiements démocratiques'.

Au milieu des années 90, le mouvement décide de faire sa glasnost. Le 'dégel' ouvre sur les grandes déclarations, sur les prises de position ouverte, sur les débats. Ce qui ne plaît pas chez les partenaires de l'UFD/EN. Le conflit ouvert avec les amis d'hier oblige à passer à l'acte I de la nouvelle vie : le MND est solennellement dissous par sa direction historique. Il se fond dans l'UFD/EN B, puis dans l'union des forces du progrès (UFP). Mohamed Ould Maouloud est naturellement le leader incontesté du parti. C'est le congrès du parti qui l'investit comme candidat. Ses résultats aux municipales et législatives de novembre le poussent à se porter candidat. La question aujourd'hui est de savoir jusqu'où va-t-il aller. En d'autres termes, Ould Maouloud ira-t-il au-delà des frontières 'naturelles' du mouvement qu'il a dirigé jusqu'à amener à la maturité ?

**Ould Zeidane**, Zeine est le benjamin du groupe des 19 candidats. Contrairement à ce qu'on raconte, Ould Zeidane n'est pas le fruit d'un parrainage de l'ancienne première dame du pays. Il fait partie d'un groupe de jeunes cadres 'découverts' par Mazurelle, l'ancien représentant de la Banque Mondiale, le plus PRDS de tous les premiers militants du 'tayisme'. C'est lui qui le recrute à la représentation de la Banque Mondiale à Nouakchott. Sa compétence et ses capacités intellectuelles ne peuvent être mises en doute. Il est promu directeur du tout nouveau centre mauritanien d'analyse des politiques (CMAP). Une sorte d'institut de recherches sur les politiques économiques du pays. Il brille à ce poste.

Au beau milieu d'une énième crise avec les instances financières internationales, Ould Zeidane est appelé par Ould Taya à ses côtés. Comme conseiller chargé de l'économie. C'est lui qui monte au créneau pour expliquer les problèmes de change au début 2004. C'est naturellement lui qui est appelé par le président pour redresser la BCM et apaiser les relations avec les 'amis' du FMI et de la Banque Mondiale. Son premier voyage à Washington est mémorable parce qu'il y va seul. Sans la traditionnelle délégation des ministères des finances et de l'économie. Cela suscite des remous. On parle alors de la volonté de Ould Zeidane d'accepter le principe d'un audit des comptes nationaux. 'Ce qui remet en cause notre souveraineté', déclarent ses détracteurs. On saura plus tard que Ould Zeidane est parti faire un deal avec les bailleurs : je vais ramener Ould Taya à la raison en acceptant de déclarer que nous avons travaillé sur de faux chiffres, vous allez déclarer votre bonne intention vis-à-vis de nous.

Des responsables de la BM et du FMI font même le déplacement de Nouakchott. Ould Taya hésite. Mais il est coincé : le Gouverneur ne peut pas être changé aussi rapidement. Les lobbies se mobilisent contre Ould Zeidane. La guerre des clans lui profite. Même s'il déclenche une restructuration de la BCM visant à libérer une partie du personnel. Ce n'est certes pas l'urgence, mais à l'époque la compression allégeait le fardeau de fonctionnement. Déclenchement d'une nouvelle approche de la politique de change qui aboutit à une stabilisation de la monnaie nationale. En août 2005, la BCM est la seule réussite dans un océan d'échecs. Ce qui vaut à Ould Zeidane toutes les rancœurs et tous les ressentiments. Le colonel Eli Ould Mohamed Val le garde et le protège même. Non sans raison.

Quand on parle de lui comme candidat à l'élection présidentielle, on croit d'abord qu'il est poussé par les militaires. Mais ses premiers soutiens lui viennent de la parentèle de l'ancien président Ould Taya. Si bien que ses détracteurs aujourd'hui le présentent comme étant le 'candidat de Madame Ould Taya'. Ce que résumant certains en une tournure maligne : 'Sidi Ould Cheikh Abdallahi est Ould Taya, côté cour ; Zeine Ould Zeidane est Ould Taya, côté jardin'. Mais ce sont ses détracteurs qui tiennent de pareils propos. Oubliant qu'à force de le présenter comme le candidat de l'ancien président, il pourrait largement profiter du vote sanction qui a toujours donné des résultats inattendus.

Si l'on s'en tient à ces hommes, c'est bien parce que l'opinion partagée par la plupart des Mauritaniens les cite comme les favoris de la future élection. Nous avons essayé d'en tracer des portraits justes, au moins de donner quelques 'points' de leurs parcours pour permettre au lecteur de comprendre quelques-unes de leurs facettes. Nous croyons quant à nous que l'essentiel pour le pays, c'est de sortir de cette élection avec un président ayant la légitimité nécessaire pour lui permettre d'accomplir la tâche qui consiste à remettre notre pays sur les rails. Ou sur les pieds comme dirait quelqu'un d'autre. Heureusement que chacun de ces hommes possède une qualité, une compétence, un parcours, une conviction, une foi qui le prépare à être cet homme providentiel. L'un d'eux, deux ou trois possèdent toutes ces qualités ensemble. Qui a dit que les hommes 'providentiels' n'existaient pas ?

MFO

La Tribune N° 339 du 06/02/07